

Le Courriel d'information

n°239 – Vendredi 25 mai 2001.

LAISSEZ FAIRE

Dans ce numéro

En bref…

1- Taxe Tobin – Des informations de partout. Le monde évolue et les déclarations s'enchaînent. A ceux qui avancent que la taxe Tobin n'est pas faisable car il faudrait un accord international impossible à obtenir, nous répondons par les dizaines et dizaines de millions de personnes membres de différents syndicats dans le monde, par les économistes de plus de 40 pays, par le Royaume Uni, la Turquie, avant cela l'Argentine, etc. etc. Pour qui roulent donc les gouvernements ? et au nom de qui exactement parlent-ils ? En France la campagne « Europe : Tobin tout de suite » bat son plein. Pour y participer, contactez un groupe local près de chez vous ou agissez là où vous êtes.
2- Dans le maquis de l'information économique et financière. Marc Laimé nous présente trois nouvelles économiques qui risqueraient de trop rapidement passées inaperçues et qui pourtant démontre le côté parfois totalement fantaisiste de la donnée économique officielle et des discours qui en découlent.
3- La crise du paradigme derrière la crise de l'énergie. A l'heure où les Etats Unis veulent continuer une politique énergétique sans égard aucun pour l'environnement, construire de nouvelles centrales, protéger « le style de vie américain » en fait favoriser les grandes entreprises et juste après qu'à l'issue du sommet des Amériques à Québec ils aient signé avec le Canada et le Mexique un accord énergétique, faisant de ces deux pays leurs principaux fournisseurs d'électricité, Walden Bello nous offre une analyse des politiques énergétiques sans concession.
4- Brèves d'OMC. La conférence de Qatar est au centre des préoccupations de cette livraison.
5- Laissez faire, laissez passer. Emmanuel B. nous dit ne pas avoir résister à l'envie de nous envoyer ce poème vieux de 120 ans. Nous n'avons pas résisté au désir de le publier pour en faire profiter. Nous précisons à celles et ceux qui pourraient en douter qu'il a bien 120 ans ! il ne date pas d'aujourd'hui et pourtant…

Taxe Tobin – Des informations du monde.

A- SYNDICALISME INTERNATIONAL

1- CISL

La Confédération internationale des Syndicats Libres (CISL), LES Secrétariats professionnels internationaux (SPI) et la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (CSC) se déclarent en faveur de la Taxe Tobin et recommandent sa mise en place. Dans un document « Combattre les inégalités croissantes à l'échelon planétaire et les nouvelles menaces d'instabilité des marchés financiers » représentant la déclaration de la CISL, de la CSC et des SPI aux Réunions du printemps 2001 du FMI et de la Banque mondiale (Washington, les 29 et 30 avril 2001), on peut lire :

Point 22
Compte tenu du ralentissement prévu de l'économie et de la perspective d'une instabilité financière accrue, la CISL, la CSC et les SPI exhortent le FMI et la Banque mondiale à prendre des mesures rapides pour instaurer un


attac

système financier international qui serait à nouveau réglementé. Parmi les mesures nécessaires figurent :
§Meilleure coordination des politiques fiscales et monétaires entre les blocs monétaires du dollar, de l'euro et du yen, afin de dégager des parités plus stables;
§Reconnaissance des droits des gouvernements à contrôler les flux entrant et sortant de capitaux étrangers, dans l'intérêt de la stabilité macro-économique et sociale du pays;
§Accord sur le droit des pays en développement et en transition à suspendre provisoire le remboursement de leur dette lorsque les circonstances l'exigent;
§Un rôle obligatoire pour le secteur privé dans ces programmes de suspension et de rééchelonnement complet de la dette;
§Normes internationales contraignantes pour la réglementation prudentielle des marchés financiers couvrant les normes en matière de réserves en capitaux, des restrictions à propos des risques de conversion, ainsi qu'un contrôle et une certification des échanges de produits dérivés et d'autres formes d'investissements à fort taux d'endettement;
§Faire en sorte que les systèmes bancaires soient transparents et soumis à des critères de divulgation efficaces;
§Elaborer un système efficace de mise en garde précoce fondé sur de meilleures informations en ce qui concerne les flux monétaires, les dettes privées et les réserves, et
§Mettre en place une taxe sur les transactions monétaires visant à réduire les flux monétaires spéculatifs et à dégager des ressources pour la lutte contre la pauvreté.

2- CES

La Confédération européenne des syndicats (CES) et les deux grandes centrales syndicales Belges demandent au gouvernement Belge d'examiner la taxe Tobin pendant sa présidence du second semestre 2001.

Dans un document remis officiellement au gouvernement le 20 avril 2001, la CES, la FGTB (d'obédience socialiste) et la CSC (chrétienne) demandent : "le lancement d'une étude sérieuse sur la faisabilité de l'instauration de la taxe Tobin" pendant la Présidence Belge.

Les Confédérations syndicales reprennent ainsi une demande des deux assemblées belges, la Chambre des Représentants et le Sénat qui, à la fin de l'année 2000, avaient chacune adopté une résolution relative à la mise en place d'un prélèvement minimal sur les transactions spéculatives en devises et demandé au Gouvernement de saisir l'occasion de la Présidence Belge de l'Union européenne « pour prendre des initiatives pour permettre un meilleur contrôle sur les mouvements financiers internationaux ».

(La lettre des PARLEMENTAIRES pour la taxe TOBIN Appel de Washington n°3)

2- CISL

La Confédération internationale des Syndicats Libres (CISL) ? LES Secrétariats professionnels internationaux (SPI) et la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (CSC) se déclarent en faveur de la Taxe Tobin et recommandent sa mise en place. Dans un document « Combattre les inégalités croissantes à l'échelon planétaire et les nouvelles menaces d'instabilité des marchés financiers » représentant la déclaration de la CISL, de la CSC et des SPI aux Réunions du printemps 2001 du FMI et de la Banque mondiale (Washington, les 29 et 30 avril 2001), on peut lire :

Point 22
Compte tenu du ralentissement prévu de l'économie et de la perspective d'une instabilité financière accrue, la CISL, la CSC et les SPI exhortent le FMI et la Banque mondiale à prendre des mesures rapides pour instaurer un système financier international qui serait à nouveau réglementé. Parmi les mesures nécessaires figurent :
§Meilleure coordination des politiques fiscales et monétaires entre les blocs monétaires du dollar, de l'euro et du yen, afin de dégager des parités plus stables;
§Reconnaissance des droits des gouvernements à contrôler les flux entrant et sortant de capitaux étrangers, dans l'intérêt de la stabilité macro-économique et sociale du pays;
§Accord sur le droit des pays en développement et en transition à suspendre provisoire le remboursement de leur dette lorsque les circonstances l'exigent;
§Un rôle obligatoire pour le secteur privé dans ces programmes de suspension et de rééchelonnement complet de la dette;
§Normes internationales contraignantes pour la réglementation prudentielle des marchés financiers couvrant les normes en matière de réserves en capitaux, des restrictions à propos des risques de conversion, ainsi qu'un contrôle et une certification des échanges de produits dérivés et d'autres formes d'investissements à fort taux d'endettement;



§Faire en sorte que les systèmes bancaires soient transparents et soumis à des critères de divulgation efficaces;
§Elaborer un système efficace de mise en garde précoce fondé sur de meilleures informations en ce qui concerne les flux monétaires, les dettes privées et les réserves, et
§Mettre en place une taxe sur les transactions monétaires visant à réduire les flux monétaires spéculatifs et à dégager des ressources pour la lutte contre la pauvreté.

B- ROYAUME UNI

Harry Barnes, Député travailliste à la Chambre des Communes a déposé le 25 avril 2001 une motion sur la taxe Tobin signée par 131 Députés de tout l'échiquier politique britannique et regroupant plusieurs anciens ministres.

Texte de la motion :

« La Chambre des Communes souligne que la spéculation internationale sur les devises est estimée à environ 1500 milliards de $ par jour et que l'immense majorité de ces transactions sur le marché des devises sont sans lien avec des échanges de marchandises et de services;

De plus, souligne que ces gigantesques flux financiers ébranlent considérablement les pouvoirs des gouvernements nationaux et des ensembles régionaux;

Crois qu'un faible prélèvement sur cette spéculation, connu sous l'appellation de taxe Tobin, du nom du Prix Nobel à l'origine de cette idée, pourrait à la fois aider à freiner la spéculation financière et permettre de dégager des ressources importantes, environ 250 milliards de dollars chaque année, pour financer, par exemple, des politiques de développement ou de protection de l'environnement;

Reconnaît qu'un tel prélèvement devrait être universel ou, le cas échéant, le plus étendu possible et comporter des garanties afin de minimiser et d'éliminer l'évasion fiscale;

Note que la taxe Tobin a le soutien du Parlement Canadien, du Parlement Belge, du Gouvernement Finnois et d'ONG telle que War on Want;

Et presse le Gouvernement de discuter de ce concept avec ses partenaires dans des organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce, le FMI, le G8 et l'Union Européenne avec l'objectif d'établir un impôt sur la spéculation financière qui soit coordonné internationalement. »

(Les six premiers signataires sont : Harry Barnes, Fraser Kemp -Travailliste, Peter Bottomley - Conservateur, Nigel Jones - Libéral Démocrate, Bob Russel - Libéral Democrate et Tony Worthington - Travailliste)

A la suite du dépot de la motion, Clare Short, Ministre chargé du Développement dans le gouvernement travailliste a exprimé son soutien à la démarche des députés déclarant devant la Commission du développement international: « Concernant la taxe Tobin, l'instauration d'une faible taxation sur les transactions spéculatives internationales dont le produit serait affecté à un Fonds pour le développement est une idée très attrayante ».

La réaction du Parti Conservateur ne s'est pas fait attendre. Gary Streeter, chargé du Développement dans le « shadow cabinet » conservateur, a violemment dénonçé dans la presse la position de la ministre qui risquerait selon lui de mettre en danger le rôle de Londres comme centre financier mondial et menaçerait des milliers d'emplois britanniques. S'appuyant sur les prises de positions hostiles à la taxe Tobin d'autres membres du Gouvernement, il a repris l'argument selon lequel l'instauration de la taxe engendrerait une évasion fiscale massive.

Les députés européens Glyn Ford et Harlem Désir, ont envoyé à « The Independent » au nom de l'intergroupe du Parlement, une réponse à Gary Streeter en soutien à la prise de position de Clare Short. Le débat continu.

(La lettre des PARLEMENTAIRES pour la taxe TOBIN Appel de Washington n°3)

C - TURQUIE

M. Kemal Dervis, récemment nommé Ministre de l'Economie en Turquie et ancien Vice-Président de la Banque Mondiale, chargé du programme de lutte contre la pauvreté, explique dans une interview au quotidien Libération (France) les conséquences économiques et sociales pour son pays de la dérégulation financière internationale. Au moment où la Turquie traverse une grave crise financière et monétaire, le Ministre appelle la communauté internationale à lutter contre la spéculation

Extraits de l'interview publié dans Libération le 23 avril 2001 :

« La Turquie supporte le prix de la dérégulation financière internationale?

Oui. La Turquie, comme beaucoup d'autres pays émergents, paie économiquement et socialement cette dérégulation débridée. Je souhaite que la communauté internationale prenne conscience de l'urgence à instaurer des règles de transparence, des normes de prudence plus sévères, tant pour les banques que pour les capitaux spéculatifs. Autant d'initiatives qui faciliteront la maîtrise de ce genre de crise. C'est toujours la même histoire qui se répète. Dès qu'ils craignent de voir chuter leur rendement, les capitaux spéculatifs s'enfuient. Cela ne fait qu'aggraver la crise. Elle amplifie le mal, pousse encore plus loin la dévaluation. Le fardeau de la crise est essentiellement supporté par les populations qui, elles, ne sont pas mobiles.

Aucun secteur n'est épargné, mais ce sont surtout les couches les plus vulnérables qui subissent les effets de cette crise financière. Le fardeau n'est jamais partagé équitablement entre les populations et les détenteurs de capitaux. Il y a quelque chose de profondément injuste: on peut demander aux salariés de baisser leurs salaires, et pas aux détenteurs de capitaux de réduire leur taux de rémunération. Mais chacun sait que c'est un problème qui n'a de solution qu'au niveau mondial. »

En l'état on peut malheureusement douter que M. Dervis soit entendu par les institutions financières internationales qui font, jusqu'à présent, de la totale liberté de circulation des capitaux, y compris les plus spéculatifs, un élément intangible de leur doctrine et de leurs recommandations aux pays émergents. Au cours des derniers jours les pressions s'exerçaient même dans le sens d'une restriction de l'aide annoncée par le FMI pour permettre à la Turquie de sortir de la crise. L'administration américaine a ainsi adressée une mise en garde au Fond contre une aide trop importante et des menaces à peine voilées de désengagement, tandis que le Vice-Président de la Banque centrale allemande, Juergen Stark, déclarait que le FMI avait dépassé les limites de son mandat en accordant une aide d'un montant de 8 milliards de $.

Ne serait-il pas temps au sein du FMI, plutôt que de se lamenter sur le coût financier, pour les Etats actionnaires, des dégats provoqués par la spéculation dans les pays émergents et pauvres, de mettre à l'ordre du jour l'étude de cette taxe d'un faible taux qui freinerait la spéculation, réduirait la volatilité des mouvements capitaux, et rapporteraient des milliards de dollars que l'on pourrait consacrer à l'aide au développement ? Mais il paraît que ça ne plairait pas aux marchés, alors... on continuera, tout en s'en plaignant, à renflouer la Turquie et l'Argentine pour éviter un crash en chaîne du système financier mondial, au dépend des efforts qu'il faudrait pourtant aussi pouvoir consacrer d'urgence à la lutte contre le SIDA, l'accès aux médicaments, à l'eau potable et au minimum vital, dans tant d'autres pays plus pauvres, tellement pauvres que leur effondrement ne peut même pas provoquer de crise internationale.

(La lettre des PARLEMENTAIRES pour la taxe TOBIN Appel de Washington n°3)

D ONU

La pétition des économistes en faveur de la taxe Tobin, signée par plus de 350 d'entre eux dans 45 pays différents a été remises la semaine dernière par CEPR (Center for Economic and Policy Research) au représentant américain de la Commission sur le financement du développement.
http://attac.org/fra/asso/doc/doc18.htm

L'opération « 7 jours pour sauver la taxe Tobin » que nous avions lancé voici quelques semaines par l'intermédiaire du Courriel semble avoir porté. En effet lors de la réunion préparatoire la question a été soulevée. Bien entendu aucune réelle avancée notable n'a été faite, mais au moins n'a-t-elle pas été tout simplement ignoré comme ils avaient l'intention. Ainsi le représentant du G77 a-t-il pu demander que soit réalisé une note d'information à ce propos qui sera remise aux différentes délégations.

Dans le maquis de l'information économique et financière.

Trois «minuscules» informations qui encourent le risque, comme à l'accoutumée, de passer totalement inaperçues..., mais n'en éclairent pas moins si l'on y songe le caractère hautement fantaisiste des informations économiques et financières que nous dispensent les médias, tous supports confondus, vingt-quatre heures sur vingt-quatre :

1 - «Le Sénat s'interroge sur la démocratie de l'information budgétaire en France», Yves Mamou, Le Monde Economie, mardi 22 mai 2001, page VI :

«(...) le rapport sénatorial pointe le caractère «peu transparent» des administrations



économiques nationales, la «crédibilité brouillée» de certains services ministériels, dont les «statistiques sont commentées par des responsables politiques avant d'avoir été publiées, tandis que d'autres sont présentées à la presse par le ministre et immédiatement accompagnées de commentaires politiques», et, enfin, le manque d'informations disponibles sur les administrations publiques et le «cloisonnement» de l'expertise qui bloquent toute possibilité d'évolution. Tout n'est pas entièrement piégé, mais la France connaît, selon le rapport sénatorial, «un manque criant de contre-expertise indépendante des administrations dans des domaines aussi essentiels que l'éducation, la fiscalité, l'analyse macroéconomique, les politiques sociales, l'évaluation des politiques publiques.»

Commandé par le Sénat à l'institut Rexecode, ce rapport dédié à «la démocratie budgétaire en Amérique», et sous-titré «Les enseignements pour la France», laisse très vite apparaître que la quasi-totalité des données diffusées par les instances publiques sont, au mieux incomplètes ou tronquées, au pire fantaisistes voire mensongères...

2 - Un excellent exemple en est apporté par le rapport de la mission d'information parlementaire sur le Fonds de Réserve des Retraites, accessible en ligne depuis quinze jours. Un rapport au vitriol qui atteste, et de la difficulté que rencontrent les parlementaires à accomplir leur tâche, et des «hénaurmes» contre-vérités assénées par les autorités en charge du dossier, et... de la frilosité des médias qui se sont bien gardés d'y faire écho :
Fonds de réserve pour les retraites.
Alain Vasselle
Rapport d'information fait au nom de la commission des Affaires sociales.
http://www.senat.fr/rap/r00-retraites/r00-retraites_mono.html
(88 pages, 180 000 signes).

3 - Last but not least, une très éclairante lettre de lecteur publiée dans le supplément «Economie» du Monde précité, en date du 22 mai 2001 :

«(...) L'extrême confusion qui règne en France depuis la Libération entre comptabilité et contrôle de gestion - cette traduction impropre de l'anglais «control» - se traduit par un constat incontestable : nos entreprises mettent en moyenne selon la COB (Commission des Opérations de Bourse), soixante-dix-huit jours pour publier leurs comptes, une fois par an (...) mais ces comptes ne permettent pas de connaître le coût des ventes - le «cost of sales» des comptes américains - puisqu'ils dégagent un bénéfice calculé sur toutes les quantités produites, vendues ou pas, au lieu de s'en tenir aux quantités vendues (...) Au bout du compte, une entreprise peut ainsi faire état de bénéfices comptables sans avoir gagné d'argent, tout comme elle peut en gagner en enregistrant des pertes comptables. (...)»

Guy-G. Esculier, Ingénieur-conseil

Autant dire que les très savantes analyses consacrées aux retraites, aux «licenciements boursiers», à la «vie des entreprises», à l'emploi, mériteraient pour le moins d'être appréciées à l'aune de ces différents «biais», dont les medias dédiés à l'information économique et financière ne semblent pas se soucier outre mesure. A force, des «petits porteurs» égarés par lesdites analyses, et conséquemment spoliés de tout ou partie de leurs économies, pourraient finir par s'en émouvoir... Le jour où la «veuve de Carpentras» assignera Jean-Marc Sylvestre et ses acolytes sur la base de l'article 1382 du Code Civil, la qualité, la pertinence et l'exactitude de l'information économique et financière progresseront à n'en pas douter à pas de géants!

Marc Laimé. marc@rezo.net

La crise du paradigme derrière la crise de l'énergie

(L'article est basé sur une allocution de l'auteur à l'atelier sur "Technologie et Globalisation" sponsorisé par le Forum International sur la Globalisation en Février 24-25, 2001, ville de New York)

Dans beaucoup de pays en voie de développement aujourd'hui, les systèmes énergétiques centralisés détenus par l'état sont empêtrés dans des problèmes de mauvaise gestion, de corruption, et de dette. Alors, dans tous les pays, les uns après les autres, les influentes agences multilatérales telles que la Banque de Développement Asiatique et la Banque Mondiale, ont fourni la panacée: privatisation et déréglementation. C'est le cas en l'Inde, la Thaïlande, et Philippines.

Pourtant, le débat propriété d'état contre privatisation obscurcit les complexités de la crise de la production et de la distribution d'électricité dans le tiers monde. Les causes des problèmes



des agences géantes telles que l'Autorité de Production d'Electricité de Thaïlande (EGAT) l'Agence Nationale de l'Electricité (Napocor) aux Philippines, ne sont pas l'inefficacité naturelle des entreprises contrôlées par l'état mais la crise du paradigme qui les soutient: l'électrification centralisée.

Les technologies centralisées sont inextricablement reliées aux politiques de domination de nos pays par des élites centrales - par des technocrates, des élites urbaines et de grandes affaires locales et étrangères. Derrière la crise de ces technologies est unraveling d'une alliance de longue date parmi les technocrates, les agences multilatérales, et les sociétés anonymes, consacrée à refiler des technologies dévastatrices à des pays en voie de développement au nom d'une vision de la modernité et à la recherche de rentabilité. L'industrie énergétique, en particulier, illustre cette symbiose destructive de modernité et de rentabilité.

Un des plus vieilles expressions exprimant le fait que la production et la distribution d'électricité étaient un test central de modernité a été établie par Lénine en 1921, quand il a défini le socialisme en tant que "la puissance et l'électricité soviétiques." Mais ce n'était pas seulement les marxistes soviétiques qui ont associé l'énergie électrique avec la société désirable. Jawaharlal Nehru, la figure dominante dans l'Inde post-seconde guerre mondiale, appelait les barrages les "temples de l'Inde moderne", un avis qui, comme l'auteur indien Arundhati Roy le précise, a tracé sa voie dans les manuels d'école primaire dans toutes les langues indiennes. Les grands barrages sont devenus un article de la foi inextricablement liés au nationalisme. Questionner leur utilité revient presque à faire acte de sédition.

L'électrification centralisée

Le modèle technologique de développement de l'industrie énergétique pour la période post-seconde guerre mondiale était celui de créer un nombre limité de générateurs d'énergie - barrages géants, centrales thermiques à charbon ou pétrole ou usines nucléaires - en des points stratégiques, produisant l'électricité qui serait distribuée dans chaque recoin du pays. Les sources traditionnelles ou locales d'énergie qui permettait un certain degré d'autosuffisance étaient considérées comme arriérées. Si vous n'étiez pas relié à un réseau central, vous étiez arriéré. L'électrification centralisée avec ses grands barrages, ses grandes centrales, ses grands nukes devint furieusement à la mode. Il y avait, en effet, une ferveur presque religieuse à ce sujet parmi les technocrates qui définirent le travail de leur vie comme la "mission de l'électrification" ou le raccordement du village le plus éloigné au réseau central.

Ce fut, et ce doit être noté, une grande mission qui a été soutenue en Inde, en Thaïlande, au Sud Vietnam et aux Philippines par des subventions de l'agence des EU pour le développement international par plusieurs millions de dollars. Sans étonnement, cette générosité n'était pas totalement détachée de la mission non moins salutaire de pacifier des zones rurales perméables à l'agitation communiste.

Quoi qu'il arrive, comme Roy l'observe dans son brillant essai, "le coût de la vie", les technocrates de l'Inde, au nom de la "mission de l'électrification", non seulement construisirent de "nouveaux barrages et des plans d'irrigation.. [mais également] prirent le contrôle des petits systèmes traditionnels de production hydraulique qui avaient été utilisés pendant des milliers d'années et les laissèrent s'atrophier." Ici, Roy exprime une vérité essentielle: cette électrification centralisée a phagocyté le développement des systèmes d'alimentation alternatifs qui auraient pu être plus décentralisés, plus orientés vers l'usager, plus environnementaux, plus bénins, et moins gourmands en capitaux.

L'électrification centralisée, comme toute idéologie, a servi certains intérêts, et ce n'étaient certainement pas ceux des masses. Les principaux groupes intéressés étaient:

- Les principales agences bilatérales et multilatérales de développement. En Asie, la Banque Mondiale et la Banque de Développement Asiatique (ADB) devinrent les plus grands bailleurs de fonds des technologies concernant l'énergie centralisée pour l'exportation vers les pays du tiers monde tandis que, comme notifié plus tôt, l'USAID subventionnait l'électrification rurale. Le développement de l'énergie centralisée fut un fondement essentielle pour l'existence et l'expansion de ces institutions dans des bureaucraties géantes.

- Les grands entrepreneurs multinationaux comme Bechtel ou Enron, qui firent d'énormes bénéfices en construisant des barrages ou en fournissant des services de conseil sur l'énergie.



- Les exportateurs de centrales, dont les centrales nucléaires, comme General Electric et Westinghouse, dont les coûts ont été subventionnés avec les impôts des citoyens des pays développés par des agences d'exportation gouvernementales, comme l'US Eximbank.

- Les puissantes coalitions locales des technocrates de l'énergie, les grandes entreprises, et les élites urbano-industrielles. En dépit de la rhétorique "de l'électrification rurale", l'électrification centralisée a été essentiellement tournée vers la ville et l'industrie. C'est tout particulièrement le cas des barrages qui impliquent de dépenser le capital naturel de la campagne et des forêts pour soutenir la croissance de l'industrie urbaine. L'industrie était le futur. L'industrie était ce qui ajoutait réellement de la valeur. L'industrie était synonyme de puissance nationale. L'agriculture était le passé.

A part être un élément dans les programmes de réponse à l'urgence, l'électrification rurale était simplement une petite concession à la campagne afin de pacifier l'opposition à l'électrification centralisée tournée vers la ville. Les grands barrages "multifonctions" qui auraient prétendument fourni à des pays à la fois les avantages de la production énergétique et de l'irrigation ont été considérés en premier lieu et principalement pour produire de l'électricité pour le secteur urbain.

Coûts...

Tandis que ces groupes touchaient des bénéfices, d'autres payaient les coûts. Spécifiquement, ce sont les zones rurales et l'environnement qui ont absorbé les coûts de l'électrification centralisée. Des crimes terribles ont été commis au nom de la production d'électricité et de l'irrigation, indique Roy, mais ceux-ci ont été cachés car les gouvernements n'ont jamais enregistré ces coûts.

- en Thaïlande, par exemple, le gouvernement n'a aucune trace concernant le nombre de communautés et de ruraux qui ont été déplacés par le nombre important de barrages hydroélectriques et d'irrigation construits depuis les années 50. Très peu ont reçu une compensation. Les Communautés furent replacées, disparurent, ou furent simplement absorbées dans les taudis urbains.

- En Inde, Roy calcule que les grands barrages ont déplacé environ 33 millions de personnes sur les 50 dernières années, environ 60 pour cent d'entre eux étaient des intouchables ou faisaient partis d'un peuple indigène. Comme la Thaïlande, l'Inde, en fait, n'a pas de politique nationale de relogement pour ceux qui ont été déplacé par les barrages. Les Philippines non plus.

- Les coûts payés par l'environnement ont été énormes: en Thaïlande, des centaines de milliers d'hectares de forêt vierge ont été submergés, des cours de fleuves ont changé, la pêche ne suffit plus pour gagner de quoi vivre aux communautés de riverains, et beaucoup d'espèces de poissons ont tout simplement disparu. En Inde, Roy précise, "l'évidence contre les grands barrages monte de façon alarmante - désastres d'irrigation, inondations causées par les barrages, le fait qu'il y a plus de zones sujettes à la sécheresse et à l'inondation aujourd'hui qu'en 1947. Le fait que pas un seul fleuve dans les plaines n'ait son eau potable."

Une Maigre Moisson

Alors quels avantages 50 ans ou presque d'électrification centralisée ont-ils vraiment apportés?

- Après avoir imposé de tels coûts humains et écologiques, la quantité d'électricité développée par le barrage controversé de Pak Mun au nordest de la Thaïlande peut à peine assurer les besoins quotidiens en électricité d'une poignée de centres commerciaux à Bangkok.

- en Inde, 22 pour cent de l'électricité produite est perdue par les inefficacités liées à la transmission et au système. La proportion pour les Philippines est au moins de 25 pour cent, ce qui est probablement la norme pour les pays en voie de développement. aux Philippines, après 50 ans d'électrification massive, plus de 30 pour cent des ménages ruraux n'ont aucun accès à l'électricité. En Inde, environ 70 pour cent n'ont aucun accès à l'électricité.

Bénéficiaires

Cependant, ceci n'est pas étonnant, puisque l'électrification centralisée n'a jamais eu pour but principal de fournir de l'électricité abordable aux utilisateurs de façon pertinente. Ce qu'elle avait pour but de délivrer était différent:

- Tout d'abord, l'électrification centralisée a été adoptée afin de fournir une image de modernité et ainsi satisfaire les ambitions des technocrates et des élites autoritaires comme Marcos des Philippines, qui identifiait sa puissance avec celle



qui devait être délivrée par la centrale nucléaire de Bataan.

- Elle a recherché à fournir des bénéfices, subventionnés par les contribuables, aux entrepreneurs de barrage multinationaux et locaux et aux constructeurs de centrales comme l'omniprésent Bechtel.

- L'électrification centralisée cherchait à fournir un fondement pour l'entretien et l'expansion des géantes bureaucraties multilatérales comme la Banque de Développement Asiatique et la Banque Mondiale.

- l'électrification centralisée n'avait pas pour but de fournir un programme de développement logique et équilibré mais de déclencher un processus d'hyperdéveloppement, déstabilisant, disproportionné et tourné vers la ville qui laisserait la majeure partie de la campagne derrière pendant que les ressources nationales serraient concentrées sur l'établissement d'un secteur manufacturier et industriel à la manière occidentale.

La Nouvelle Panacée

Aujourd'hui, ces systèmes d'électrification centralisée, dirigés par des gouvernements sont devenus terriblement chers à maintenir. Le FMI, la Banque Mondiale et la Banque de Développement Asiatique veulent maintenant que les gouvernements privatisent et dérégulent ces systèmes. Tandis que les gouvernements devaient maintenir les prix de l'électricité contrôlés pour justifier l'existence et d'équipements chers de génération, transmission et distribution, on peut s'attendre à ce que le secteur privé augmente les prix et réduise les services autrement dit, cela éliminera tout simplement de l'ensemble des consommateurs ceux qui ne peuvent pas payer. Après avoir été emmené en ballade par l'idéologie de l'électrification centralisée, les gens vont maintenant être baladés par une autre idéologie, tout aussi dangereuse, celle de la privatisation -- par la propagande sur une plus grande efficacité de la délivrance privée des services essentiels.

Paiement de la Facture.

Sans étonnamment, ce sont les consommateurs - ruraux et urbains - qui paieront les coûts de la transition, parce que les sociétés du secteur privé - bon nombre d'entre elles étant des sociétés transnationales comme Enron ou KEPCO - ne seront pas poussées à absorber les coûts totaux de ces systèmes onéreux achetés avec des prêts massifs par les gouvernements. Aux Philippines, les consommateurs subventionneront la vente de la "National Power Corporation" au secteur privé en payant un impôt conçu pour rassembler $10 milliards en coûts échoués.

Dans les pays, les uns après les autres, les actifs physiques des systèmes centralisés sont aujourd'hui, divisés entre des sociétés privées. Mais ce n'est pas entre beaucoup de petites et moyennes sociétés, ce qui serait au moins conforme à la philosophie de libre entreprise. Non, le modèle pour nous dans le tiers monde est le système de déréglementation de l'électricité que la Californie a lancé au début des années 90. Puisque les technocrates et les grandes entreprises nous expliquent désormais que les "économies d'échelle" impliquent que les équipements énergétiques doivent être attribués à quelques uns, prétendus générateurs efficaces d'énergie. Ainsi, le rêve de la grande énergie centralisée que tellement de nos technocrates ont associé à la puissance nationale s'est avéré être un mauvais rêve. Il s'est avéré être simplement une phase dans la livraison de l'énergie électrique aux mains des monopoles privés, bon nombre d'entre eux des transnationaux étrangers. Et avec la déréglementation adaptée de la Californie comme modèle, il est à peine besoin de déclarer que nous nous dirigeons vraisemblablement vers un désastre économique bien plus grand que celui de la crise des systèmes énergétiques centralisés gérés par l'Etat. Les gens ont cependant été sous-estimés. Car partout dans le tiers monde, en ce moment, dans des endroits comme Narmada en Inde, comme Pak Mun en Thaïlande, des personnes se sont activement engagées dans des luttes contre la mise en place de technologies centralisées faites pour fournir l'illusion mais non la réalité du progrès national. Ces luttes dans la campagne éloignée commencent à réveiller les bénéficiaires urbains supposés de l'électrification centralisée à la réalité que ce paradigme désuet et défectueux d'avancée nationale est sur le point de réellement remettre des actifs nationaux terriblement chers à leurs frais aux mains des monopoles privés, comme le distributeur Meralco aux Philippines, une entreprise qui est la représentante de l'union incestueuse de l'électricité, du monopole et de la super-profitabilité.

Le peuple, en bref, se rend de plus en plus compte que la lutte pour la communauté, pour l'indépendance, pour l'avenir est maintenant

inextricablement joint à la lutte contre les mauvaises technologies centralisées qui favorisent simplement la domination, la dépendance, et la dissolution

Walden Bello est le directeur exécutif du "Focus on the Global South" et peut être contacté à l'adresse suivante: waldenbello@hotmail.com
Traduction : Georges-Alone Zeitoun, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Brèves d'OMC

A- Un rapport de l'UE a soulevé les critiques du Bureau International des Textiles

Ce rapport intitulé "Impacts non commerciaux de la politique commerciale - Questions soulevées, recherche d'un Développement durable" a provoqué une réponse de l'ITCB (International Textiles and Clothing Bureau regroupant les exportateurs de textiles de 24 PVD importants) adressée à Pascal Lamy. En conclusion de son rapport, la Commission avait souligné les conséquences sociales et environnementales négatives que causerait la libéralisation commerciale du textile, notamment la montée du niveau des eaux et la pollution de l'air. Selon l'ITCB, cette position est en totale contradiction avec les déclarations antérieures de l'UE qui insistaient sur les effets positifs de la concurrence commerciale, à savoir moins de pollution et production plus efficace.

B- Déclaration introductive de la Déclaration de Doha :

S.Harbinson, Pdt du Conseil Général de l'OMC, a rencontré plusieurs délégation pour développer l'Agenda de la Conférence de Doha.

Aucun accord n'a été obtenu quant au texte spécifique de la Déclaration; On a simplement pu constater un soutien important à la nécessité de protéger la santé publique de l'usage unilatéral des dispositions de l'ADPIC (Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle), après la controverse qui a entouré le récent conflit entre ADPIC et le traitement de personnes atteintes du sida.

Par ailleurs, le délégué brésilien a appelé à la reconnaissance, dans la Déclaration de Doha, du "déficit de développement", résultant de l'application incomplète de l'Uruguay Round.

C- L'ASEAN intercède pour le Myanmar (Birmanie)

Les ministres de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) ont demandé au BIT de ne pas prendre de mesures contre le Myanmar au sujet du travail forcé, avançant que le pays faisait tout ce qu'il pouvait pour se libérer de cette pratique par la loi et la réglementation. "Nous espérons que le BIT ne soumettra pas sa population à une action punitive". Le BIT avait, en novembre dernier, appelé ses membres à revoir leurs relations avec cet Etat afin qu'ils ne puissent aider à en étendre la pratique. Les Ministres en ont également profité pour rejeter le lien entre normes sociales et commerce.

D- Les 13 pays européens candidats à l'entrée dans l'UE soutiennent Lamy pour le lancement d'un nouveau round.

Ils sont également d'accord pour que les sujets en soient étendus à l'investissement et à la concurrence.

E- Accord de coopération entre Inde et Pakistan pour la Conférence de Doha

Ces 2 pays ont décidé de coopérer sur l'investissement, la réglementation du travail, l'environnement et les marchés publics.

F- Les journalistes des PVD sont les premiers à bénéficier des contributions non gouvernementales

Une fondation allemande financera pour 29.000 $ 3 séminaires de 10 journalistes de pays les moins développés en leur présentant les Accords de l'OMC. Ils incluront des prises de contact avec les délégations, ceci dans le cadre de l'assistance technique de l'OMC !

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org

Laissez faire, laissez passer

Je ne résiste pas au plaisir de vous envoyer le texte d'un poème qu'Eugène Pottier (celui qui a compose "l'Internationale") a adressé à ses anciens amis de la Commune alors qu'il était réfugié en Amérique. Cela s'appelle "Laissez faire, laissez passer" avec un sous titre "l'économie politique". Conscience politique d'il y a 120 ans !... Emmanuel B.

Laissez faire, laissez passer
(L'économie politique)
Eugene Pottier 29 juillet 1880



De tous les droits que l'homme exerce
Le plus légitime au total
C'est la liberté du commerce
La liberté du Capital
La loi c'est "l'offre et la demande"
Seule morale à professer
Pourvu qu'on achète et qu'on vende
Laissez faire, laissez passer !

Et que rien ne vous épouvante
Car y glissa -t- il du poison
Si le marchand triple sa vente
Il prouve net qu'il a raison
Que ce soit morphine ou moutarde
Truc chimique à manigancer
C'est l'acheteur que ça regarde
Laissez faire, laissez passer !

Les travailleurs ont des colères
Dont un savant n'est pas touché
Il faut bien couper les salaires
Pour arriver au bon marché
Par un rabais de deux sous l'heure
Des millions vont s'encaisser
Et puis croyez-vous qu'on en mesure
Laissez faire, laissez passer !

Pour le bien des corps et des âmes
Doublons les heures de travail
Venez enfants filles et femmes
La fabrique est un grand bercail
Négligez marmots et ménage
Ca presse pour vous prélasser
Vous aurez des mois de chômage
Laissez faire, laissez passer !

L'étranger a l'article en vogue
Trouve un rapide écoulement
N'écoutons pas ce démagogue
Qui nous prédit l'engorgement
Il faut bravant ces balourdises
En fabriquant à tout casser
L'inonder de nos marchandises
Laissez faire, laissez passer !

Par essaims, le chinois fourmille
Ils ont des moyens bien compris
Pour s'épargner une famille
Et travailler à moitié prix
Avis aux ouvriers de France
Dans leur sens, il faut s'exercer
Pour enfoncer la concurrence
Laissez faire, laissez passer !

Sous le Siège dans la famine
J'ai défendu la liberté
Voulant fidèle à la doctrine
Rationner par la cherté
Chaque jour et sans projectile
Par vingt mille on eut vu baisser
Le stock des bouches inutiles
Laissez faire, laissez passer !

Qu'on accapare la denrée
Qu'on brûle greniers magasins
Que pour régler des droits d'entrée
On se bombarde entre voisins
Que le faible soit la victime
Bonne à tromper piller sucer
L'économie a pour maxime
Laissez faire, laissez passer !

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Vendredi : BE : BRUXELLES – ES : MALAGA

Samedi : FR : AVIGNON – PARIS 11

Dimanche : FR : PARIS 11

Lundi : FR : MOUANS SARTOUX – LA ROCHELLE – LYON

Mardi : FR : PERTUIS – PARIS 15 – PARIS 11